

Taxe d'accise—Loi

Que s'est-il passé? Comment les ministériels s'y sont-ils pris? Ils ont profité de la conjoncture favorable pour dépenser davantage. Ils se sont laissés prendre à leurs propres affirmations selon lesquelles ils étaient directement responsables de la prospérité de l'économie. Ils se sont enorgueillis des emplois créés du fait de la conjoncture favorable. Qu'ont-ils fait en outre? Chose certaine, ils n'ont pas fait payer leurs riches amis davantage, même si ces derniers ont réalisé des profits records. En fait, ils leur ont tout donné.

Le gouvernement a vendu toutes les sociétés rentables qui avaient été bâties grâce à l'argent des contribuables, dans le but de permettre à tous les Canadiens d'en posséder une partie. Pour quelle raison? Les sociétés d'État rendent des comptes aux contribuables à qui elles appartiennent. Pourquoi attendre qu'elles se portent bien pour les vendre?

M. Dionne: Si nos vis-à-vis restent au pouvoir encore bien longtemps, il ne restera plus grand-chose.

M. Flis: Je suis heureux de la remarque de mon honorable collègue de la région de l'Atlantique. Selon moi, cela ne dénote pas une bonne gestion.

Prenons l'exemple de l'Aéroport international Pearson. Malgré tous les problèmes relevés au niveau de la sécurité qui sont dûs, je voudrais le signaler, en grande partie aux orientations du gouvernement en matière de déréglementation et à son incompétence, l'aéroport Pearson est tout à fait rentable. À l'heure actuelle, on lui ajoute une troisième aérogare qui est administrée par le secteur privé. Pourquoi? Parce qu'il s'agit d'un projet rentable et naturellement, les ministériels le laissent au secteur privé, au lieu de percevoir les recettes en question et de réduire ainsi les impôts. Est-ce parce que le gouvernement estime être redevable à ses amis du monde des affaires, de sorte qu'aux prochaines élections, il puisse se lancer dans la même propagande douteuse? Je pense que la réponse est évidente.

Puis il y a l'impopulaire Société canadienne des postes, qui a réalisé des bénéfices record au détriment des Canadiens. J'aurais été bien inquiet si, vu les réductions de service et la hausse des tarifs postaux, Postes Canada n'avait pas enregistré de bénéfices quelconques. Mais tel n'est pas le rôle premier de nos services essentiels. Ils devraient se soucier avant tout de fournir des services de qualité à des tarifs raisonnables.

Demain, je déposerai des pétitions à la Chambre au nom d'habitants de ma circonscription que desservait la succursale postale n° 5 de Toronto. Le gouvernement avait décidé de confier cette succursale à une pharmacie du coin, mais cette dernière a fait faillite, de même que le service postal, qui fut de nouveau assuré par le bureau de poste. Les gens étaient bien contents. Ils pouvaient y faire recommander leurs lettres et y prendre leurs colis. Que s'est-il passé ensuite? Sans aucun préavis du ministre ni de qui que ce soit, un écriteau portant la mention «À louer» est apparu dans la vitrine du bureau de poste. Les gens sont révoltés, car pour la deuxième fois, ils perdent leur service postal. Les personnes de 80 et 90 ans devront parcourir trois, quatre ou cinq milles pour faire recommander leur courrier ou aller chercher des colis. Pourtant, Postes Canada se vante d'avoir comme objectif premier l'accroissement du service. C'est ce qu'elle appelle l'efficacité de la gestion.

Les ministériels sont là à savourer les gros bénéfices, indifférents aux personnes âgées qui voient disparaître le service.

M. Milliken: Ils ne crient pas assez fort.

M. Flis: Exactement. En plus de se donner quatre années de bon temps, qu'a fait le gouvernement? Au lieu d'abaisser les impôts des Canadiens, il les a augmentés.

Que constatons-nous maintenant dans le projet de loi C-20 et dans le Budget? Nous voyons encore une fois la pensée conservatrice au travail. Les Canadiens dont le revenu est moyen ou faible vont continuer d'assumer la plus grosse part du fardeau fiscal, que les temps soient difficiles ou pas.

La pensée conservatrice ne connaît pas de limite. En fait, elle ne connaît pas de frontière. Elle franchit les océans et atteint les pays qui ont le plus besoin de notre aide. À une époque où le monde est en proie à la guerre et à la pauvreté, et où des millions d'enfants meurent de faim, le gouvernement leur retire le pain de la bouche.

Lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir pour la première fois en 1984, il a promis qu'en 1985 il allouerait à l'aide et au développement à l'étranger 0,5 p. 100 du produit national brut. Cependant, cette proportion a baissé et n'a pas atteint l'objectif fixé pour 1986-1987. Il avait également promis qu'avant 1995, il consacrerait à l'aide à l'étranger 0,7 p. 100 du produit national brut. Encore une fois, il a manqué à sa promesse. Dans le rapport intitulé «Partageons notre avenir» publié en 1987, le gouvernement a remis à l'an 2000 la réalisation de cet objectif. Cette fois-ci, il a encore réduit ses engagements. Il a annoncé qu'il allait réduire de 1,8 milliard